

La personne de confiance

La **personne de confiance** peut être toute personne majeure de votre entourage (famille, ami, médecin traitant, etc.) en qui vous avez confiance, et qui pourra garantir l'expression de votre volonté relative à votre santé en toutes circonstances.

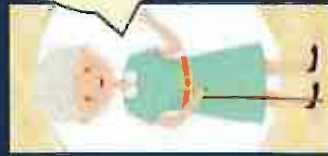
Elle doit consigner vos directives anticipées.

La personne de confiance a une mission **d'accompagnement, de confidentialité**, mais aussi de **référént auprès de l'équipe médicale**.

Elle doit avoir compris son rôle et donné son accord pour cette mission. Elle prend la responsabilité d'exprimer votre volonté si vous ne pouvez plus le faire.

Votre personne de confiance sera consultée en premier si vous n'avez pas rédigé vos directives anticipées. Elle n'aura pas la responsabilité de prendre des décisions concernant vos traitements mais témoignera de vos souhaits. Elle est votre porte parole.

Comme pour les directives anticipées vous pouvez changer de personne de confiance à tout moment en le précisant par écrit (ou oralement devant 2 témoins qui l'attesteront par écrit).



Quels poids
sur les
décisions
médicales ?

L'EHPAD Simon Bénichou doit tenir compte de mes directives anticipées.

Néanmoins, le médecin reste libre d'apprécier les conditions dans lesquelles il convient d'appliquer les orientations que vous avez exprimées.

En cas de refus d'application, cette décision doit être collégiale (fixée par voie réglementaire), notée dans le dossier médical de la personne et être portée à la connaissance de la personne de confiance, ou, à défaut de la famille ou des proches.

En l'absence de directives anticipées, le médecin doit recueillir le témoignage de la personne ou, à défaut, toute autre témoignage de famille ou des proches.



EHPAD Simon Bénichou :
53 Rue du Général Hoche
54000 NANCY

Téléphone : 03.83.91.47.74

Email : accueil@ehpad-benichou.org

Site internet : www.ehpad-benichou.fr

Droit à la fin de vie

Toute personne a le droit d'avoir une fin de vie digne et accompagnée du meilleur apaisement possible de la souffrance.

L'EHPAD Simon Bénichou met en œuvre les dispositions afin de faire respecter ce droit.

La fin de vie dans la législation

La loi du 22 avril 2022, relative aux droits des malades et à la fin de vie dite « loi Léonetti »

Cette loi renforce les droits des personnes en fin de vie : elle encadre l'obstination déraisonnable, reconnaît le rôle des directives anticipées et des soins palliatifs.

La loi du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie dite « loi Claeys-Léonetti »

Elle précise qu'une personne, en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable, qu'elle qu'en soit la cause, est hors d'état d'exprimer sa volonté, le médecin a l'obligation de s'enquérir de l'expression de la volonté exprimée par le patient.

Les directives anticipées concrétisent cette expression.

Pour plus d'informations vous pouvez consulter le site du gouvernement :



A quoi servent les directives anticipées ?

Toute personne majeure, en bonne santé, malade ou en fin de vie peut faire une déclaration écrite appelée « directives anticipées ».

Les directives anticipées permettent :

- **D'exprimer ses souhaits** concernant sa fin de vie dans le cas où l'on ne pourrait plus l'exprimer.
- **D'informer** ses proches, sa personne de confiance, son médecin traitant et le personnel de l'EHPAD afin d'éviter des situations et des choix difficiles aux proches.

Les directives anticipées permettent de s'exprimer sur son souhait ou non :

- De poursuivre
- De limiter
- D'arrêter
- Ou de refuser

Un traitement ou des actes médicaux.

Une personne est en fin de vie lorsqu'elle est atteinte d'une affection grave ou incurable, en phase avancée ou terminale.

Comment les rédiger ?

Les directives anticipées doivent :

- être rédigées par vous-même
- être datées et signées en précisant votre nom, prénom, date et lieu de naissance

Vous pouvez vous aider :

- en demandant l'avis de votre médecin traitant
- en allant consulter les recommandations de la Haute Autorité de Santé (HAS)

En cas de difficultés :

- vous pouvez faire appel à 2 témoins dont votre personne de confiance
- elles doivent indiquer leur nom, prénom et qualité
- elles doivent joindre à vos directives anticipées une attestation en qualité de témoin

⚠ Si vous êtes sous mesure de tutelle, vous pouvez rédiger avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille.

Et si je change d'avis ?



Vos directives anticipées sont modifiables ou révocables à tout moment et par tout moyen. La durée de validité est illimitée.